

## Répression à Moscou

## La Cour suprême étouffe une voix essentielle de la société civile

**Pilier de la défense des droits de l'homme, l'ONG Mémorial est dissoute pour avoir enfreint la loi sur les «agents de l'étranger».**

Benjamin Quénelle Moscou

«Pozor! (Honte!)» Face à la Cour suprême russe, ils étaient quelques dizaines, ce mardi, à crier leur colère. La plus haute instance judiciaire à Moscou venait d'ordonner la dissolution pure et simple de Mémorial, la principale ONG de défense des droits de l'homme dans le pays, accusée d'enfreindre la loi sur les «agents de l'étranger». C'est un coup terrible porté à l'organisation créée en 1989 par le Prix Nobel de la paix Andreï Sakharov et qui est l'un des piliers de la société civile depuis trente ans.

Symbole de la perestroïka, Mémorial a multiplié au cours des années les programmes et les expositions pour entretenir le souvenir des répressions à l'ère soviétique, que le régime du président Vladimir Poutine a minimisées en plus de vingt ans de pouvoir. Si l'ONG a aujourd'hui une influence limitée, elle reste toutefois une autorité morale. Elle a étendu ses activités à la défense des droits humains et des prisonniers politiques. Suite au jugement de la Cour suprême, l'organisation promet de faire appel en Russie puis auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Mais, d'ici là, elle doit fermer ses bureaux, à Moscou et dans toutes les régions de la Fédération russe.

## Formalités kafkaïennes

Motif de la dissolution par la Cour suprême, la loi sur «les agents de l'étranger» est une classification en vigueur depuis 2012 et qui rappelle les années soviétiques des «ennemis du peuple». Concrètement, elle permet d'imposer d'innombrables formalités kafkaïennes. Mémorial est ainsi accusée de ne pas avoir indiqué cette mention sur ses publications. Elle est également poursuivie pour avoir défendu les activités d'«extrémistes»,



La police emporte un manifestant qui dénonçait ce mardi l'ordre donné par la Cour suprême de dissoudre l'ONG Mémorial, principale organisation de défense des droits de l'homme en Russie. AP

«C'est une nouvelle ère, sombre et difficile. Mais elle se terminera aussi.»

**Ivan Pavlov**  
Avocat de l'opposant russe Alexei Navalny

«Nos adversaires le disent depuis des siècles: la Russie ne peut pas être battue; elle ne peut qu'être détruite de l'intérieur.»

**Vladimir Poutine**  
Président russe

notamment le mouvement du leader de l'opposition Alexei Navalny.

«Mémorial spéculait sur le thème de la répression et s'engage dans la réhabilitation des traîtres à la patrie», a dénoncé dans sa plaidoirie le procureur Alexei Jafarov. Avant d'enchaîner: «Elle soutient ouvertement les organisations interdites, notamment les quartiers généraux de Navalny et des organisations extrémistes privant les Russes de l'espoir d'un dialogue pacifique avec les autorités.»

Chroniqueuse des répressions, de Staline à Poutine, Mémorial n'a cessé depuis la chute de l'URSS d'interpeller le Kremlin et les autorités régionales. En mars dernier, elle a enquêté sur les paramilitaires du groupe Wagner, réputés proches du Kremlin et accusés de crimes de guerre en Syrie. L'ONG avait reçu le prix Sakharov du Parlement européen en 2009, année de deuil puisque sa représentante en Tchétchénie, Natalia Estemirova, avait été exécutée d'une balle dans la tête.

«Mémorial a depuis longtemps des problèmes avec la loi russe», s'était contenté de commenter le porte-parole du Kremlin en novembre, lorsque le Parquet a initié les poursuites de dissolution de l'organisation. Si Vladimir Poutine ne s'est pas personnellement exprimé, il a clairement soutenu l'offensive judiciaire contre les organisations ne respectant pas la loi sur les «agents de l'étranger».

## Une «cinquième colonne»

«Nos adversaires le disent depuis des siècles: la Russie ne peut pas être battue; elle ne peut qu'être détruite de l'intérieur», a expliqué le président lors de sa conférence de presse jeudi dernier pour justifier cette classification. Celle-ci vise Mémorial mais aussi de nombreux journalistes, avocats des droits de l'homme et simples citoyens au ton critique face au Kremlin, tous soupçonnés d'appartenir à une hypothétique cinquième colonne sapant les bases du régime russe.

«Aujourd'hui, la politique des bourreaux l'emporte», a protesté

mardi Dmitri Goudkov, l'une des figures anti-Kremlin. La veille, Iouri Dmitriev, l'historien qui a œuvré pour exhumer les crimes de Staline, a été condamné à 15 ans de prison sur des charges de pédopornographie aux allures de coup monté pour faire peur à ceux qui ne s'alignent pas sur la lecture de l'histoire proposée par le Kremlin. Et, quelques heures avant la liquidation de Mémorial, la police a arrêté deux responsables régionaux du mouvement «extrémiste» d'Alexei Navalny.

«C'est le rouleau de la répression», se désole Ivan Pavlov, l'avocat d'Alexei Navalny qui, lui aussi poursuivi, a été contraint à l'exil. «Mais nous tous, y compris nos collègues de Mémorial, devons chercher de nouveaux formats et formes pour continuer notre travail, quoi qu'il arrive. Oui, c'est une nouvelle ère, sombre et difficile. Mais elle se terminera aussi.» Dès le début des poursuites judiciaires, Mémorial a d'ailleurs prévenu: «Si le pire arrive, nous recommençons de zéro.»

## Pologne

## Tusk dénonce un «Watergate»

Le chef de file de l'opposition polonaise, Donald Tusk, a dénoncé mardi «la plus grande et plus profonde crise pour la démocratie» dans ce pays depuis la fin du communisme, après les informations selon lesquelles le gouvernement espionnait ses opposants à l'aide du logiciel espion Pegasus. Un membre du parti de Donald Tusk, une procureure opposée aux réformes controversées de la justice et un avocat impliqué dans des affaires judiciaires contre le parti Droit et Justice au pouvoir figureraient notamment au rang des personnes espionnées. Les médias du pays ont qualifié ce scandale de «Watergate polonais». AFP

## Le chiffre

80'000

Le nombre de poules qui devaient être abattues mardi dans une ferme à Libotenice, en République tchèque, en raison de la grippe aviaire, avec un virus qui continue de circuler activement en Europe par l'intermédiaire des oiseaux migrateurs. Depuis la fin de la semaine dernière, plus de 100'000 poules sont mortes dans cette ferme qui comptait avant Noël 188'000 volailles. La République tchèque a enregistré 48 foyers de grippe aviaire cette année, un record sur une année civile. AFP

## Grève contre les policiers rwandais

**RDC** Écoles, commerces et stations d'essence n'ont pas ouvert mardi dans plusieurs villes du Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, où la population a suivi un appel à une grève générale pour s'opposer à un projet de déploiement de policiers rwandais. AFP

## Israël poursuit ses frappes en Syrie

**Proche-Orient** Des frappes aériennes israéliennes ont causé d'importants dégâts mardi dans le port syrien de Lattaquié, la deuxième attaque de ce type en décembre contre cette installation stratégique dans l'ouest du pays. AFP

## «Mission impossible» à Genève pour Moscou et Washington

## Tensions en Ukraine

La situation à la frontière russo-ukrainienne sera au cœur des pourparlers du 10 janvier dans la Cité de Calvin.

Les discussions pour apaiser les tensions autour de l'Ukraine auront bien lieu à Genève. C'est ce qu'a confirmé ce mardi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov. «Le 10 janvier sera le jour principal des consultations bilatérales russo-américaines qui, nous l'espérons, se transformeront en négociations sur nos projets d'accords», a-t-il déclaré.

Dans la foulée, une réunion entre la Russie et l'OTAN se tiendra le 12 janvier à Bruxelles, précisait plus tôt dans la matinée un porte-parole du Conseil de sécurité nationale américain. Ce marathon diplomatique visant à désamorcer la crise ukrainienne devrait s'achever par une rencontre entre Moscou et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

rité nationale américain. Ce marathon diplomatique visant à désamorcer la crise ukrainienne devrait s'achever par une rencontre entre Moscou et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

## Suite du sommet de Genève

Les pourparlers du 10 janvier se tiendront dans le cadre du dialogue stratégique de sécurité lancé par Joe Biden et Vladimir Poutine lors du sommet de Genève, en juin dernier. Au menu, les questions de contrôle de l'armement nucléaire, mais aussi - et surtout - la situation à la frontière russo-ukrainienne, où Moscou a déployé des dizaines de milliers de soldats, faisant craindre une possible intervention.

«Des manœuvres militaires» qui, selon Alexandra Goujon,



En juin, lors du sommet de Genève, Vladimir Poutine et Joe Biden avaient montré des signes d'ouverture pour renouer le dialogue. AFP

maître de conférences à l'Université de Bourgogne et enseignante à Sciences Po Dijon, «visent à faire pression sur l'Ukraine». Pour cette spécialiste, auteur d'un récent ouvrage\* sur la situation en Ukraine, ces mouvements «laissent planer une menace, sachant que cette menace est potentiellement réelle compte tenu du déséquilibre militaire entre

l'Ukraine et la Russie. La différence est qu'aujourd'hui l'Ukraine est un peu mieux équipée qu'en 2014 et une intervention générale des combats sans doute très meurtriers. C'est ce qui peut laisser penser que la Russie n'interviendra pas.»

Le Kremlin, qui réfute toute intention belliqueuse, affirme de son côté vouloir assurer sa sécurité

face aux «provocations» de Kiev et de l'Alliance atlantique. «La Russie veut avoir des garanties écrites sur le fait que l'Ukraine n'entre pas dans l'OTAN», poursuit la spécialiste, qui estime que «les États-Unis ne sont pas prêts à répondre à cette demande. C'est une question importante car cela signifierait que Moscou aurait un pouvoir sur la politique étrangère des États membres de l'Alliance.»

## La Russie pose ses exigences

Dans ce contexte, Moscou, qui a indiqué samedi que 10'000 de ses hommes étaient rentrés dans leurs bases après des exercices près de la frontière ukrainienne, a présenté le 17 décembre deux projets de traités résumant ses exigences pour une désescalade. Ces documents visent à mettre fin aux activités militaires occiden-

tales à proximité de la Russie et à empêcher toute extension de l'Alliance en ex-URSS. Pour Alexandra Goujon, «la Russie pose ainsi très clairement ce qui était dans l'air depuis longtemps».

Washington n'a pas fermé la porte et s'est dit «prêt à discuter», tout en soulignant qu'il comprenait «certaines choses que les Russes trouvent inacceptables». Tout accord avec la Russie prendrait en compte les intérêts ukrainiens, a fait savoir lundi le porte-parole du Conseil de sécurité nationale. «Rien de ce qui concerne nos alliés et partenaires ne sera négocié sans eux», a-t-il insisté. Voilà qui promet d'âpres discussions au bout du lac.

**Yannick Van der Schueren**

\* Alexandra Goujon, «L'Ukraine: de l'indépendance à la guerre», Le Cavalier Bleu, 2021.